



## STATISTIQUES ET INDICATEURS

# LES ALLOCATAIRES INDEMNISÉS AU TITRE DES ANNEXES 8 ET 10 EN 2021



**EN 2021, LA DURÉE MOYENNE D'INDEMNISATION DES ALLOCATAIRES DES ANNEXES 8 ET 10 A DIMINUÉ DE**

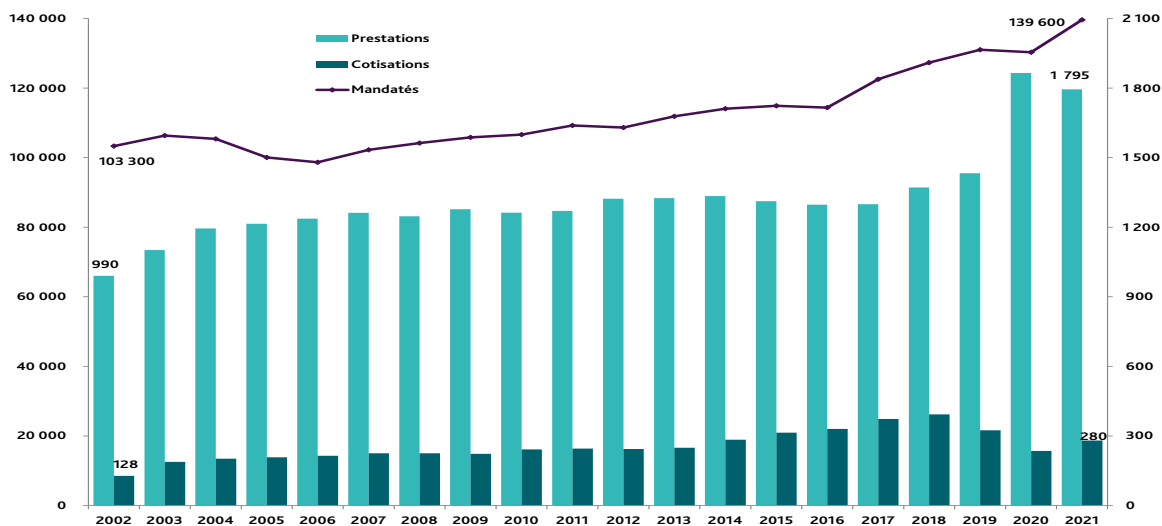
**10,5%**

En 2021, l'évolution du nombre d'allocataires indemnisés au titre des annexes 8 et 10 et des allocations qu'ils ont perçues a été encore très fortement impactée par les évolutions de l'activité du spectacle vivant dans le contexte de crise sanitaire et les mesures de soutien qui ont été prises. Le nombre d'allocataires indemnisés au moins une journée (« mandatés ») au titre des annexes 8 et 10 progresse de 7,1% en 2021 pour atteindre 139 600. Cette hausse du nombre d'allocataires s'explique par le dispositif de prolongation des droits mis en place en cours d'année 2020 (dispositif dit « année blanche », [cf. encadré en annexe]) et actif jusqu'en fin d'année. Cette hausse du nombre de mandats est accompagnée d'une diminution du nombre de jours indemnisés qui se traduit par une diminution de 3,8% de la masse des prestations versées par rapport à 2020. Cette diminution du nombre de jours indemnisés sur un an découle de la reprise progressive de l'activité. Le nombre de jours indemnisés sur un an en 2020 reste cependant très supérieur au niveau de 2019.

Le nombre d'allocataires indemnisés en fin d'année, 121 200 au total, augmente de 1,5%. Il s'agit d'une population d'âge moyen (41 ans), à forte prédominance masculine (63,1%). Un peu plus de la moitié des allocataires (51,8%) est indemnisé au titre de l'annexe 10. Le montant journalier moyen d'indemnisation s'établit à 58,2 euros (61,2 euros pour l'annexe 8 et 55,4 euros pour l'annexe 10).

## FORTE HAUSSE DU NOMBRE DE MANDATÉS

**GRAPHIQUE 1 : ÉVOLUTION DES PRESTATIONS, COTISATIONS ET MANDATÉS ENTRE 2002 ET 2021**



Source : Pôle emploi - Fichier national des allocataires – Données comptables du centre de recouvrement d'Annecy

\* cette évolution reflète une diminution des cotisations en 2020 et 2021 du fait de la suppression de la cotisation salariale dont la compensation, par l'affectation d'une partie des recettes de CSG, n'est pas prise en compte dans ce graphique.

Le nombre d'allocataires indemnisés (allocataires « mandatés ») au titre des annexes 8 (techniciens du spectacle) et 10 (artistes du spectacle) de l'Assurance chômage augmente de 7,1% (+9 300) en 2021. Cette hausse concerne autant les mandatés au titre de l'annexe 8, dont le nombre augmente de 7,6% (+4 900) en un an, que ceux au titre de l'annexe 10 (+4 400 soit +6,7%).

Ces allocataires sont en moyenne indemnisés 229 jours en 2021. Par rapport à 2020, le nombre moyen de jours indemnisés a diminué de 27 jours en 2021 en lien avec la fin de la crise sanitaire : la mise à l'arrêt pendant de nombreux mois des secteurs d'activité du spectacle avait entraîné en 2020 une forte hausse du nombre de jours indemnisés. Par ailleurs, la mise en place d'une année blanche (cf. annexe) avait permis aux intermittents de continuer d'être indemnisés au-delà de leur fin de droit sachant que nombre d'entre eux n'auraient pu se rouvrir un droit faute de durées d'activité suffisantes. La reprise de l'activité s'est faite progressivement en 2021. La durée d'indemnisation moyenne en 2021 reste encore supérieure d'environ 30 jours à ce qu'elle était avant la crise sanitaire. Les allocataires indemnisés au titre de l'annexe 8 ont moins de jours indemnisés que ceux indemnisés au titre de l'annexe 10 (198 jours pour les premiers contre 260 jours pour les seconds).

Le taux journalier d'indemnisation moyen, qui dépend notamment des niveaux de salaire et du nombre d'heures de l'année précédant l'ouverture du droit, est de 58,8 € en 2021 en augmentation sur un an (+2,8%). Cette hausse est portée essentiellement par la hausse du taux des mandatés au titre de l'annexe 10 : leur taux journalier passe de 54,2 € en 2020 à 57,9 € en 2021.

La forte diminution de la durée moyenne d'indemnisation, compensée partiellement par la hausse du taux journalier moyen, a eu pour conséquence une diminution des prestations versées en 2021 de 3,8% sur un an. Le montant total représente 1 795 millions d'euros en 2021, alors qu'il atteignait 1 865 millions d'euros en 2020. Il reste nettement supérieur au niveau d'avant-crise de 1 433 millions d'euros.

**TABLEAU 1 :  
ALLOCATAIRES INDEMNISÉS DANS LE CADRE DES ANNEXES 8 ET 10 DU RÈGLEMENT GÉNÉRAL DE L'ASSURANCE CHÔMAGE**

Année	Régime	Allocataires mandatés au cours de l'année (1)	Taux journalier	Durée moyenne	Prestations versées (2)	Cotisations encaissées (3)	Dont contributions encaissées au titre de l'Assurance chômage (4)	Rapport prestations (2)/ contributions (4)
	Annexe 8	50 618			693			
	Annexe 10	48 060			544			
<b>2006</b>	<b>Total</b>	<b>98 678</b>	<b>59,3</b>	<b>211</b>	<b>1 237</b>	<b>214</b>	<b>212</b>	<b>584%</b>
	Annexe 8	62 340			683			
	Annexe 10	52 021			629			
<b>2015</b>	<b>Total</b>	<b>114 361</b>	<b>56,8</b>	<b>202</b>	<b>1 312</b>	<b>314</b>	<b>308</b>	<b>427%</b>
	Annexe 8	63 241	60,7	174	666			
	Annexe 10	53 907	52,6	223	631			
<b>2016</b>	<b>Total</b>	<b>117 148</b>	<b>56,5</b>	<b>196</b>	<b>1 297</b>	<b>330</b>	<b>325</b>	<b>400%</b>
	Annexe 8	64 033	59,0	163	617			
	Annexe 10	58 490	51,7	226	682			
<b>2017</b>	<b>Total</b>	<b>122 523</b>	<b>54,9</b>	<b>193</b>	<b>1 299</b>	<b>373</b>	<b>369</b>	<b>352%</b>
	Annexe 8	64 744	58,6	165	628			
	Annexe 10	62 577	52,6	226	744			
<b>2018</b>	<b>Total</b>	<b>127 321</b>	<b>55,2</b>	<b>195</b>	<b>1 371</b>	<b>393</b>	<b>390</b>	<b>352%</b>
	Annexe 8	65 475	58,3	168	640			
	Annexe 10	65 547	53,0	228	793			
<b>2019</b>	<b>Total</b>	<b>131 022</b>	<b>55,3</b>	<b>198</b>	<b>1 433</b>	<b>324*</b>	<b>320*</b>	<b>448%*</b>
	Annexe 8	64 579	60,3	228	869			
	Annexe 10	65 740	54,2	284	996			
<b>2020</b>	<b>Total</b>	<b>130 319</b>	<b>57,2</b>	<b>256</b>	<b>1 865</b>	<b>235*</b>	<b>232*</b>	<b>804%*</b>
	Annexe 8	69 467	61,7	198	813			
	Annexe 10	70 164	55,9	260	981			
<b>2021</b>	<b>Total</b>	<b>139 631</b>	<b>58,8</b>	<b>229</b>	<b>1 795</b>	<b>280</b>	<b>277</b>	<b>648%</b>
	<b>Évolution 2020/2021</b>	<b>7,1%</b>	<b>2,8%</b>	<b>-10,5%</b>	<b>-3,8%</b>			

(1) Allocataires qui ont été indemnisés au moins une journée au cours de l'année

(2) Prestations versées au titre de l'assurance chômage en millions d'euros (hors AGS)

(3) Cotisations encaissées au titre de l'Assurance chômage et de l'AGS en millions d'euros et prise en charge de l'ACOSS (pour les contributions salariales en 2018 et pour les contributions patronales exonérées à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2019)

(4) Cotisations encaissées au titre de l'Assurance chômage et prise en charge de l'ACOSS depuis 2018

\*ces montants sont affectés à la baisse du fait de la suppression de la cotisation salariale dont la compensation, par l'affectation d'une partie des recettes de CSG, n'est pas prise en compte dans ce tableau.

Source : Pôle emploi - Fichier national des allocataires - Données comptables du centre de recouvrement d'Anancy

Champ : France entière

Les contributions totales encaissées au titre de l'Assurance chômage augmentent de 19,4% en un an. Cette hausse s'explique par la fin de la crise sanitaire et la réouverture progressive des secteurs d'activité du spectacle. Elles restent inférieures de 13,4% à 2019. La masse salariale versée au titre des contrats effectués en 2021 a augmenté de 39,5% sur un an, elle reste également inférieure au niveau d'avant-crise (-4,8% par rapport à 2019)<sup>1</sup>.

## LE NOMBRE DE BENEFICIAIRES EST EN HAUSSE DE 1,5%

Au 31 décembre 2021, le nombre d'allocataires indemnisés atteint 121 200, soit une hausse de 1,5% par rapport à l'année précédente [cf. [tableau 2](#)], conséquence de la crise sanitaire ayant entraîné une activité plus faible et un nombre d'intermittents effectivement indemnisés en conséquence plus élevé<sup>2</sup>. L'annexe 10 représente 51,8% des indemnisés en 2021.

**TABLEAU 2 :**  
**ÉVOLUTION DU NOMBRE D'INDEMNISÉS ET DU MONTANT JOURNALIER MOYEN AU 31 DÉCEMBRE ENTRE 2016 ET 2021**

	Annexe 8	Annexe 10	Ensemble	Part de l'annexe 10	Montant journalier moyen
2016	48 739	44 653	93 392	47,8%	56,9 €
2017	47 436	48 700	96 136	50,7%	56,1 €
2018	48 840	51 445	100 285	51,3%	56,5 €
2019	50 503	54 556	105 059	51,9%	56,5 €
2020	57 386	62 011	119 397	51,9%	56,7 €
2021	58 485	62 733	121 218	51,8%	58,2 €
Évolution 2020/2021	1,9%	1,2%	1,5%	- 0,1 point	2,6%
	1 099	722	1 821		1,5 €

Source : Pôle emploi - Fichier national des allocataires

Le montant journalier moyen des allocataires indemnisés fin 2021 a augmenté de 2,6% par rapport à fin 2020, atteignant 58,2 €. Pour les techniciens, cette allocation journalière s'élève à 61,2 € contre 55,4 € pour les artistes. Les intermittents étant indemnisés environ 19 jours dans le mois en moyenne (2 jours de moins que fin 2020), l'allocation mensuelle moyenne s'élève ainsi à 1 113 € bruts par mois (94€ de moins qu'en 2020).

### Les caractéristiques des indemnisés au titre des annexes 8 et 10 restent différentes de celles des allocataires de l'Assurance chômage

La population relevant de ces annexes est majoritairement masculine : les hommes représentent 63,1% des indemnisés au 31 décembre 2021 (65,6 % pour l'annexe 8 et 63,1% pour l'annexe 10, cf. [Tableau 3](#)). A titre de comparaison, ils représentent 50,0% de l'ensemble des allocataires de l'Assurance chômage.

Cette population comporte peu de jeunes : les moins de 25 ans représentent 3,3% des indemnisés contre 11,7% pour les allocataires de l'Assurance chômage. Les plus de 50 ans sont également moins représentés dans les annexes 8 et 10 : la part des plus de 50 ans y est de 23,5% (contre 26,4% pour les allocataires de l'Assurance chômage).

La population relevant de ces annexes réside principalement dans la région Île-de-France (42,0%). Cette concentration est plus forte pour les allocataires de l'annexe 8 qui sont 47,8% à habiter en Île-de-France (contre 36,7% des allocataires de l'annexe 10).

**TABLEAU 3 :**  
**RÉPARTITION PAR ÂGE ET CARACTÉRISTIQUES DES INDEMNISÉS AU 31 DÉCEMBRE 2021**

	Ensemble	Annexe 8	Annexe 10
Moins de 25 ans	3,3%	4,0%	2,7%
25-34 ans	29,0%	33,3%	25,1%
35-49 ans	44,2%	42,2%	46,0%
50 ans et plus	23,5%	20,6%	26,2%
Âge moyen	40,9	39,7	42,0
Part des hommes	63,1%	65,6%	60,7%
Part de l'Île de France	42,0%	47,8%	36,7%

1. Voir « L'emploi intermittent dans le spectacle au cours de l'année 2021 », Pôle emploi, octobre 2022, n°22.033

2. Un certain nombre d'allocataires a vu ses droits à indemnisation prolongés. Si les franchises congés payés et salaires ont été consommées avant cette prolongation, il n'y aura pas de nouvelles franchises appliquées pendant la période d'allongement, ce qui peut conduire à indemniser des personnes qui ne l'auraient pas été en présence de franchises.

# LES METIERS RECHERCHÉS PAR LES ARTISTES SONT MOINS DIVERS QUE CEUX RECHERCHÉS PAR LES TECHNICIENS

Il est difficile de spécifier un métier particulier pour chacun des allocataires, puisque par définition celui-ci a pu s'ouvrir un droit en exerçant des emplois différents. Il est toutefois intéressant d'examiner le métier recherché, tout en sachant que celui-ci n'est pas systématiquement le métier exercé.

Près de la moitié des techniciens indemnisés recherchent l'un des cinq métiers suivants [cf. tableau 4] : la prise de son et sonorisation (12,0%), la production et l'administration (10,7%), l'éclairage spectacle (8,5%), l'image cinématographique et télévisuelle (7,2%) et le montage audiovisuel et post-production (7,1%).

**TABLEAU 4 : RÉPARTITION DES ALLOCATAIRES INDEMNISÉS EN ANNEXE 8 SELON LE MÉTIER RECHERCHÉ**

Métier recherché (code ROME V3)	Effectif	Allocation journalière moyenne (€)	Age moyen	%	% cumulé
Prise de son et sonorisation (L1508)	6 993	60,8	40	12,0%	12,0%
Production et administration spectacle, cinéma et audiovisuel (L1302)	6 231	60,5	39	10,7%	22,6%
Éclairage spectacle (L1504)	4 952	61,4	41	8,5%	31,1%
Image cinématographique et télévisuelle (L1505)	4 216	64,2	39	7,2%	38,3%
Montage audiovisuel et post-production (L1507)	4 167	64,0	40	7,1%	45,4%
Régie générale (L1509)	3 461	61,6	39	5,9%	51,3%
Décor et accessoires spectacle (L1503)	3 450	64,6	35	5,9%	57,2%
Réalisation cinématographique et audiovisuelle (L1304)	3 296	61,3	43	5,6%	62,9%
Réalisation de contenus multimédias (E1205)	3 276	61,4	43	5,6%	68,5%
Machinerie spectacle (L1506)	2 778	59,4	41	4,7%	73,2%
Costume et habillage spectacle (L1502)	1 892	64,4	32	3,2%	76,5%
Films d'animation et effets spéciaux (L1510)	1 782	60,1	41	3,0%	79,5%
Musique et chant (L1202)	1 269	56,2	45	2,2%	81,7%
Art dramatique (L1203)	1 077	56,4	43	1,8%	83,5%
Coiffure et maquillage spectacle (L1501)	921	64,1	44	1,6%	85,1%
Journalisme et information média (E1106)	734	63,7	37	1,3%	86,3%
Création en arts plastiques (B1101)	431	58,8	43	0,7%	87,1%
Promotion d'artistes et de spectacles (L1303)	428	58,7	39	0,7%	87,8%
Autres métiers	7 131	58,2	39	12,2%	100%
<b>Ensemble</b>	<b>58 485</b>	<b>61,2</b>	<b>40</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

Source : Pôle emploi - Fichier national des allocataires, données au 31 décembre 2021

Pour les artistes indemnisés, la recherche d'emploi se concentre sur deux métiers [cf. tableau 5] : les métiers de la musique et du chant (37,7%) et de l'art dramatique (27,7%).

**TABLEAU 5 : RÉPARTITION DES ALLOCATAIRES INDEMNISÉS EN ANNEXE 10 SELON LE MÉTIER RECHERCHÉ**

Métier recherché (code ROME V3)	Effectif	Taux journalier moyen (€)	Age moyen	%	% cumulé
Musique et chant (L1202)	23 654	53,9	43	37,7%	37,7%
Art dramatique (L1203)	17 387	56,8	42	27,7%	65,4%
Danse (L1201)	5 551	55,5	37	8,8%	74,3%
Arts du cirque et arts visuels (L1204)	3 874	55,5	40	6,2%	80,4%
Réalisation cinématographique et audiovisuelle (L1304)	2 819	60,6	46	4,5%	84,9%
Enseignement artistique (K2105)	1 154	51,7	40	1,8%	86,8%
Mise en scène de spectacles vivants (L1301)	836	57,9	44	1,3%	88,1%
Prise de son et sonorisation (L1508)	636	53,6	41	1,0%	89,1%
Autres métiers	6 822	55,0	40	10,9%	100%
<b>Ensemble</b>	<b>62 733</b>	<b>55,4</b>	<b>42</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

Source : Pôle emploi - Fichier national des allocataires, données au 31 décembre 2021

# LE NOMBRE D'OUVERTURES DE DROIT AUGMENTE FORTEMENT MAIS RESTE NETTEMENT INFÉRIEUR AU NIVEAU D'AVANT CRISE

Les intermittents du spectacle alternent des périodes d'emploi et de chômage. Les règles spécifiques d'indemnisation annexées au règlement général de l'Assurance chômage, les annexes 8 et 10, tiennent compte de cette particularité des conditions d'emploi. Hors règles spécifiques liées à la crise sanitaire, un droit à l'indemnisation est ouvert aux artistes et techniciens du spectacle inscrits comme demandeurs d'emploi et qui justifient d'une durée de travail supérieure à 507 heures sur une période de référence de 12 mois<sup>3</sup>.

En 2021, 74 500 ouvertures de droits ont été dénombrées (y compris la réouverture d'un droit nouveau après l'expiration d'un droit précédent), soit 34 600 de plus qu'en 2020 (+87,0%, [cf. tableau 6]), année au cours de laquelle le très fort ralentissement de l'activité et les mesures de prolongation des droits (année blanche) avait très fortement réduit le nombre d'ouvertures de droits. Cette hausse du nombre d'ouverture de droits est observée pour l'annexe 8 (+14 100 ; +68,1%) et pour l'annexe 10 (+20 500 ; +107,4%). Le volume d'ouverture de droits reste toutefois nettement inférieur au volume d'avant crise.

**TABLEAU 6 :  
OUVERTURES DE DROITS DANS LES ANNEXES 8 ET 10 ENTRE 2014 ET 2021**

	Annexe 8		Annexe 10		Ensemble	
	Effectif	Affiliation moyenne	Effectif	Affiliation moyenne	Effectif	Affiliation moyenne
2014	48 322	725	49 160	638	97 482	681
2015	48 073	736	49 143	647	97 216	691
2016	46 688	754	49 143	659	97 726	704
2017	51 299	840	54 201	717	105 500	776
2018	57 166	861	57 436	718	114 602	789
2019	59 204	852	60 461	713	119 665	782
2020	20 697	869	19 124	734	39 821	804
2021	34 787	1021	39 669	892	74 456	952
Évolution 2020-2021	68,1%	17,5%	107,4%	21,6%	87,0%	18,5%
	14 090	152	20 545	159	34 635	149

Source : Pôle emploi - Fichier national des allocataires

## Les durées moyennes d'affiliation augmentent

La durée moyenne d'affiliation globale à l'ouverture du droit pour les deux annexes s'élève à 952 heures [cf. tableau 6], soit 149 heures de plus qu'en 2020 (+18,5% en un an). De manière plus spécifique, la durée moyenne d'affiliation pour les techniciens s'élève ainsi à 1021 heures (+152 heures par rapport à 2020) à 892 heures pour les artistes (+159 heures).

Cette forte hausse de la durée de l'affiliation est liée au fait que les ouvertures de droits en 2021 sont principalement des demandes de réexamen anticipées. Or pour celles-ci la période de recherche de l'affiliation est allongée des périodes de confinement (cf. annexe), ce qui conduit à des durées travaillées prises en compte pour l'ouverture du droit plus élevées.

## Plus d'une ouverture de droits sur 10 correspond à une primo-ouverture

Au cours de l'année 2021, 10 400 allocataires sont entrés pour la première fois en indemnisation à l'Assurance chômage au titre des annexes 8 et 10, ce qui représente 13,9% des entrées. La part des nouveaux entrés est plus importante pour les techniciens (15,8%) que pour les artistes (12,2%). Le nombre de primo-entrants a augmenté de 13,3% en 2021 du fait de la hausse d'activité liée à la fin de la crise sanitaire.

L'âge moyen à l'entrée est de 32 ans (31 ans pour les techniciens et 33 ans pour les artistes). La part des hommes s'élève à 54,8%.

La durée moyenne d'affiliation des primo-entrants est de 708 heures en 2021 et est en hausse par rapport à 2020 (+3,8% ; +26 heures). Les primo-entrants ont une durée d'affiliation moyenne de 768 heures pour l'annexe 8 et de 639 heures pour l'annexe 10 [cf. tableau 7]. Cette durée moyenne est inférieure d'environ 244 heures à celle de l'ensemble des allocataires ayant eu une ouverture de droits au cours de l'année (952 heures).

3. Avant le 1<sup>er</sup> août 2016, cette période de référence s'étendait sur dix mois pour les techniciens (annexe 8) et sur dix mois et demi pour les artistes (annexe 10).

**TABLEAU 7 :  
NOMBRE DE 1<sup>ÈRES</sup> OUVERTURES DE DROITS AU TITRE DES ANNEXES 8 ET 10 PAR AN**

Année	Annexe 8		Annexe 10		Total	
	Effectif	Durée d'affiliation moyenne (en heures)	Effectif	Durée d'affiliation moyenne (en heures)	Effectif	Durée d'affiliation moyenne (en heures)
2003	4 261	787	7 998	684	12 259	720
2004	4 100	693	4 104	632	8 204	720
2005	4 811	668	3 468	613	8 279	645
2006	5 470	689	3 788	617	9 258	659
2007	5 714	672	3 653	603	9 367	645
2008	6 013	660	4 223	603	10 236	636
2009	5 111	664	3 898	617	9 009	644
2010	4 852	658	3 829	602	8 681	634
2011	5 536	652	4 078	601	9 614	631
2012	5 857	655	4 036	597	9 893	631
2013	5 508	658	3 972	602	9 480	634
2014	5 043	660	3 546	604	8 589	637
2015	4 660	684	3 202	612	7 862	655
2016	5 308	680	4 110	616	9 418	652
2017	5 913	703	4 906	632	10 819	671
2018	6 529	718	5 665	638	12 194	681
2019	6 084	708	5 711	634	11 795	672
2020	4 787	713	4 361	648	9 148	682
2021	5 508	768	4 858	639	10 366	708

Source : Pôle emploi - Fichier national des allocataires

## PLUS DE 9 ALLOCATAIRES EN FIN DE DROIT SUR 10 S'OUVRENT UN AUTRE DROIT À INDEMNISATION

Compte tenu de la fin de la mesure de prolongation des fins de droit, le nombre de sorties a fortement augmenté en 2021 par rapport à 2019 : on dénombre 126 800 sorties de droit au cours de l'année 2021 (dont 56 300 au 31 décembre 2021) contre 116 400 en 2019.

**TABLEAU 8 :  
DURÉE MOYENNE D'INDEMNISATION ET COÛT MOYEN DES SORTIES DE DROIT AU COURS DE L'ANNÉE**

Année	Annexe 8			Annexe 10			Total		
	Nombre de sorties	Durée moyenne d'indemnisation en jours	Coût moyen en €	Nombre de sorties	Durée moyenne d'indemnisation en jours	Coût moyen en €	Nombre de sorties	Durée moyenne d'indemnisation en jours	Coût moyen en €
2016	46 727	233	14 181	49 302	242	12 777	96 029	238	13 460
2017	52 834	219	13 222	49 661	248	12 958	102 495	233	13 094
2018	57 328	190	11 212	54 595	251	13 080	111 923	220	12 123
2019	58 940	186	10 881	57 461	251	13 288	116 401	218	12 069
2020	13 492	193	11 023	12 373	268	14 189	25 865	229	12 538
2021	63 434	448	26 358	63 325	584	31 084	126 759	516	28 719

Source : Pôle emploi - Fichier national des allocataires

Parmi ces 126 800 personnes, les fins de droit représentent la très grande majorité de ces sorties<sup>5</sup>. En effet, 93,7% se sont ouverts un nouveau droit à indemnisation soit au titre des annexes 8 et 10, ou d'un autre régime de l'Assurance chômage, soit au titre du Fonds de Professionnalisation et de Solidarité, et 6,3% sont sortis de manière durable, c'est-à-dire sans nouvelle période de chômage indemnisée. Ce dernier cas de figure peut recouvrir des situations très variées : accident de carrière (changement de profession,..) ou reprise d'un travail sans interruption.

### La durée moyenne d'indemnisation est en hausse

La durée moyenne d'indemnisation est logiquement en forte hausse suite à la prolongation des droits en 2020 et 2021 : + 298 jours en 2021, par rapport à 2019, pour atteindre 516 jours pour les deux annexes confondues [cf. [tableau 8](#)]. Elle augmente de 262 jours pour l'annexe 8 et de 333 jours pour l'annexe 10.

### Un montant moyen d'indemnisation par droit toujours en forte hausse

Le montant moyen d'indemnisation par droit, mesuré à la sortie du droit ou au 31 décembre, s'établit à 28 700 euros [cf. [tableau 8](#)]. Il augmente de 138,0% sur deux ans du fait de la forte hausse du nombre moyen de jours indemnisés en 2020 et 2021. Ce montant augmente de 142,2% pour l'annexe 8 et de 133,9% pour l'annexe 10.

**Guillaume DELVAUX**  
Direction des Statistiques, des Études et de l'Évaluation

5. Outre les fins de droit, les sorties de droit englobent également les radiations, départs à la retraite, décès,...

## LES PRINCIPALES RÈGLES D'INDEMNISATION DES ANNEXES 8 ET 10

Le Règlement général annexé à la convention du 14 mai 2014 pose les conditions générales d'accès au régime d'assurance chômage. Les conditions propres aux professionnels du spectacle sont précisées dans les annexes 8 et 10 à ce Règlement. **Suite à l'accord du 28 avril 2016 et à la publication du décret du 13 juillet 2016, des nouvelles règles sont mises en œuvre à partir du 1<sup>er</sup> août 2016. Les nouvelles règles sont applicables aux droits déterminés à partir d'une fin de contrat de travail à compter du 1<sup>er</sup> août 2016.**

L'annexe 8 concerne les techniciens et ouvriers des secteurs du cinéma, de l'audiovisuel, de la radio, de la diffusion et du spectacle engagés sous contrat à durée déterminée. Le champ d'application de l'annexe 8 est limité à certaines fonctions de salariés qui doivent être mentionnée dans la liste des emplois de l'annexe 8.

L'annexe 10 s'applique à l'ensemble des artistes du spectacle engagés sous contrat à durée déterminée (tels que définis par l'article 7121-2 du code du travail).

### L'OUVERTURE DE DROITS

Pour bénéficier d'une ouverture de droit au titre des annexes 8 et 10, il faut justifier exclusivement dans ce régime de 507 heures de travail ou d'heures assimilées au cours des 12 mois qui précèdent la fin de contrat de travail prise en compte pour l'ouverture du droit.

### LE CALCUL DE L'ALLOCATION JOURNALIÈRE

Le montant de l'allocation journalière n'est pas déterminé à partir d'une base journalière mais en fonction des salaires et heures de la période de référence, ainsi que de l'allocation journalière minimale.

### LA DURÉE DU DROIT

Le droit est attribué jusqu'à une date anniversaire qui marque la fin de l'indemnisation. La date anniversaire est fixée au terme d'un délai de 365 jours calendaires à compter de la fin de contrat de travail prise en considération pour l'ouverture des droits.

### LE SEUIL DE NON INDEMNISATION

Aucune indemnisation n'est due lorsqu'un seuil de jours mensuel de travail est atteint (26 jours<sup>6</sup> pour l'annexe 8 et 27 jours pour l'annexe 10).

### LE CUMUL DE L'ALLOCATION AVEC UNE RÉMUNÉRATION

Suite à la publication du décret n°2016-961 du 13 juillet 2016, le plafonnement au cumul de l'ARE spectacle avec une activité reprise est fixé à 118 % du plafond de la sécurité sociale soit 4 045,04 euros bruts au 1<sup>er</sup> janvier 2020.

Le calcul du nombre de jours non indemnisables (J) se fait uniquement en fonction du nombre d'heures effectuées<sup>7</sup> et de l'annexe qui a permis l'ouverture des droits :

- Annexe 8 :  $J = (\text{nombre d'heures travaillées au cours du mois} / 8) \times 1,4$
- Annexe 10 :  $J = (\text{nombre d'heures travaillées au cours du mois} / 10) \times 1,3$

Exemple :

Un technicien perçoit 70 € d'allocation journalière et déclare 120 heures de travail pour 2 500 euros bruts en septembre (30 jours dans le mois).

$J = (120 \text{ h} / 8) \times 1,4 = 21$ . Nombres de jours indemnisables =  $30 - 21 = 9$

Le montant de l'ARE versé sera de 630 euros ( $9 \times 70 \text{ €/jour}$ ).

Le plafond est vérifié et n'est pas dépassé :  $630 \text{ €} + 2 500 \text{ €} = 3 130 \text{ €} < 4 045,04 \text{ €}$

6. Heures de travail divisées par 8 pour l'annexe 8 ; heures de travail divisées par 10 pour l'annexe 10.

7. Pour toute fin de contrat de travail égale ou postérieure au 1<sup>er</sup> août 2016, le cachet est valorisé à 12 heures (contre 8 heures pour le cachet groupé et 12 heures pour le cachet isolé précédemment).



### LE DÉLAI D'ATTENTE

Un délai d'attente de sept jours s'applique à chaque ouverture de droits ou réadmission. Il ne peut pas excéder 7 jours sur une même période de 12 mois. Il ne peut commencer à courir que sur un jour indemnisable.

### LA FRANCHISE CONGÉS PAYÉS

Cette franchise correspond aux jours de congés payés acquis auprès de la caisse des congés spectacle pendant la période de référence d'affiliation de l'ouverture de droit, à raison de 2,5 jours de congés par période de 24 jours travaillés. Elle est plafonnée à 30 jours calendaires et se consomme mensuellement à raison de :

1. 2 jours par mois si la franchise totale est inférieure ou égale à 24 jours
2. 3 jours par mois si la franchise totale est strictement supérieure à 24 jours

Pour en savoir plus : <https://www.pole-emploi.fr/candidat/mes-droits-aux-aides-et-allocati/a-chaque-situation-son-allocatio/quel-est-mon-metier-mon-secteur/je-suis-intermittente-du-spectac.html>

### DISPOSITIF DE « L'ANNÉE BLANCHE »

Le dispositif de « l'année blanche », qui a été instauré suite à la crise sanitaire démarrée en 2020, est un dispositif de prolongation des droits aux allocations jusqu'au 31 décembre 2021 pour les artistes et techniciens intermittents du spectacle.

Tous les intermittents du spectacle pour qui la fin de droit devait intervenir entre le 1<sup>er</sup> mars 2020 et le 31 décembre 2021 peuvent bénéficier de ce dispositif.

La période de recherche des 507 heures pour bénéficier d'un renouvellement des droits au 1<sup>er</sup> janvier 2022, pourra être allongée de manière exceptionnelle par période de 30 jours au-delà des 12 mois précédents.

Une demande d'allocation anticipée était possible pendant l'année blanche. La période de 365 jours sur laquelle est recherchée l'affiliation est alors allongée des jours des périodes de confinement, à savoir du 01/03/2020 au 31/05/2020 et du 31/10/2020 au 30/06/2021 (en fonction de la date de fin de contrat de travail retenue pour le réexamen).

## ANNEXE 2

### TABLEAU PAR DÉPARTEMENT ET RÉGION

Département Région	Annexe 8			Annexe 10			Ensemble			
	Effectif	Age moyen	Taux journalier moyen	Effectif	Age moyen	Taux journalier moyen	Effectif	Age moyen	Taux journalier moyen	Poids du département et de la région
08. Ardennes	46	43	54,0	72	42	56,3	118	42	55,4	0,1%
10. Aube	60	40	60,8	84	43	53,8	144	42	56,7	0,1%
51. Marne	218	40	61,2	285	41	56,1	503	41	58,3	0,4%
52. Haute-Marne	24	40	55,3	50	46	53,2	74	44	53,9	0,1%
54. Meurthe-et-Moselle	236	39	58,5	358	43	55,5	594	41	56,7	0,5%
55. Meuse	30	39	61,5	46	41	55,7	76	40	58,0	0,1%
57. Moselle	206	40	59,7	285	43	55,1	491	42	57,1	0,4%
67. Bas-Rhin	786	39	60,7	699	41	56,9	1 485	40	58,9	1,2%
68. Haut-Rhin	144	41	59,5	237	41	54,6	381	41	56,5	0,3%
88. Vosges	47	38	58,2	102	42	54,9	149	41	56,0	0,1%
<b>Grand Est</b>	<b>1 797</b>	<b>40</b>	<b>60,0</b>	<b>2 218</b>	<b>42</b>	<b>55,8</b>	<b>4 015</b>	<b>41</b>	<b>57,6</b>	<b>3,3%</b>
16. Charente	969	36	63,6	198	44	52,9	1 167	37	61,8	1,0%
17. Charente-Maritime	385	43	60,4	417	43	53,9	802	43	57,0	0,7%
19. Corrèze	71	39	56,6	163	41	52,1	234	40	53,5	0,2%
23. Creuse	46	43	55,5	64	45	54,3	110	44	54,8	0,1%
24. Dordogne	149	43	55,3	323	44	51,0	472	43	52,4	0,4%
33. Gironde	1 272	40	58,8	1 602	41	53,6	2 874	41	55,9	2,4%
40. Landes	160	41	59,0	253	42	52,9	413	42	55,3	0,3%
47. Lot-et-Garonne	81	43	58,9	204	44	51,8	285	44	53,8	0,2%
64. Pyrénées-Atlantiques	350	41	58,8	502	42	52,6	852	42	55,2	0,7%
79. Deux-Sèvres	124	44	58,3	214	42	56,5	338	43	57,2	0,3%
86. Vienne	206	42	58,8	398	42	54,7	604	42	56,1	0,5%
87. Haute-Vienne	151	42	56,8	245	42	54,8	396	42	55,6	0,3%
<b>Nouvelle Aquitaine</b>	<b>3 964</b>	<b>40</b>	<b>59,8</b>	<b>4 583</b>	<b>42</b>	<b>53,4</b>	<b>8 547</b>	<b>41</b>	<b>56,4</b>	<b>7,1%</b>
01. Ain	162	39	60,1	250	44	55,7	412	42	57,4	0,3%
03. Allier	71	45	58,1	165	46	54,9	236	45	55,9	0,2%
07. Ardèche	223	42	56,7	347	44	51,7	570	43	53,6	0,5%
15. Cantal	34	42	56,0	39	44	53,5	73	43	54,6	0,1%
26. Drôme	710	39	59,3	690	44	53,1	1 400	41	56,2	1,2%
38. Isère	638	40	57,8	923	42	54,4	1 561	42	55,8	1,3%
42. Loire	376	41	57,1	546	42	54,7	922	42	55,7	0,8%
43. Haute-Loire	73	41	58,7	128	44	52,2	201	43	54,6	0,2%
63. Puy-de-Dôme	311	42	58,7	429	44	53,6	740	43	55,7	0,6%
69. Rhône	2 057	38	58,6	2 797	40	55,0	4 854	39	56,5	4,0%
73. Savoie	179	40	56,8	275	42	54,2	454	41	55,2	0,4%
74. Haute-Savoie	297	38	59,9	363	41	56,0	660	40	57,8	0,5%
<b>Auvergne-Rhône-Alpes</b>	<b>5 131</b>	<b>39</b>	<b>58,4</b>	<b>6 952</b>	<b>42</b>	<b>54,5</b>	<b>12 083</b>	<b>41</b>	<b>56,1</b>	<b>10,0%</b>

Département Région	Annexe 8			Annexe 10			Ensemble			
	Effectif	Age moyen	Taux journalier moyen	Effectif	Age moyen	Taux journalier moyen	Effectif	Age moyen	Taux journalier moyen	Poids du département et de la région
21. Côte-d'Or	245	40	58,7	290	43	55,5	535	42	57,0	0,4%
25. Doubs	201	40	59,4	235	43	55,3	436	41	57,2	0,4%
39. Jura	63	44	59,0	93	43	55,6	156	43	57,0	0,1%
58. Nièvre	78	42	58,7	104	46	53,4	182	44	55,6	0,2%
70. Haute-Saône	44	38	60,0	48	45	53,9	92	42	56,8	0,1%
71. Saône-et-Loire	171	40	57,8	258	43	54,8	429	41	56,0	0,4%
89. Yonne	109	43	60,7	167	46	55,8	276	45	57,7	0,2%
90. Territoire-de-Belfort	44	41	60,0	26	42	58,1	70	42	59,3	0,1%
<b>Bourgogne-Franche-Comté</b>	<b>955</b>	<b>41</b>	<b>59,1</b>	<b>1 221</b>	<b>44</b>	<b>55,2</b>	<b>2 176</b>	<b>42</b>	<b>56,9</b>	<b>1,8%</b>
22. Côtes-d'Armor	271	42	59,9	425	44	54,2	696	43	56,5	0,6%
29. Finistère	502	40	58,1	550	42	53,1	1 052	41	55,5	0,9%
35. Ille-et-Vilaine	997	39	59,8	1 137	41	54,0	2 134	40	56,7	1,8%
56. Morbihan	375	42	59,5	572	43	52,6	947	43	55,3	0,8%
<b>Bretagne</b>	<b>2 145</b>	<b>40</b>	<b>59,4</b>	<b>2 684</b>	<b>42</b>	<b>53,6</b>	<b>4 829</b>	<b>41</b>	<b>56,2</b>	<b>4,0%</b>
18. Cher	73	42	56,8	104	43	54,4	177	43	55,4	0,1%
28. Eure-et-Loir	188	42	62,3	176	45	56,8	364	44	59,6	0,3%
36. Indre	67	39	59,1	102	44	53,2	169	42	55,5	0,1%
37. Indre-et-Loire	420	41	60,2	705	41	55,1	1 125	41	57,0	0,9%
41. Loir-et-Cher	105	42	60,9	171	44	55,1	276	43	57,3	0,2%
45. Loiret	265	43	60,7	341	43	56,5	606	43	58,3	0,5%
<b>Centre-Val de Loire</b>	<b>1 118</b>	<b>42</b>	<b>60,5</b>	<b>1 599</b>	<b>43</b>	<b>55,4</b>	<b>2 717</b>	<b>42</b>	<b>57,5</b>	<b>2,2%</b>
2A. Corse-du-Sud	77	41	63,3	81	42	55,0	158	41	59,1	0,1%
2B. Haute-Corse	99	40	57,5	126	43	56,0	225	42	56,7	0,2%
<b>Corse</b>	<b>176</b>	<b>40</b>	<b>60,0</b>	<b>207</b>	<b>43</b>	<b>55,6</b>	<b>383</b>	<b>42</b>	<b>57,7</b>	<b>0,3%</b>
971. Guadeloupe	99	40	59,2	47	43	51,8	146	41	56,8	0,1%
972. Martinique	83	43	60,7	87	49	54,2	170	46	57,3	0,1%
973. Guyane	30	41	56,0	17	36	54,3	47	39	55,4	0,0%
974. La Réunion	326	40	58,8	332	41	53,8	658	41	56,3	0,5%

Département Région	Annexe 8			Annexe 10			Ensemble			
	Effectif	Age moyen	Taux journalier moyen	Effectif	Age moyen	Taux journalier moyen	Effectif	Age moyen	Taux journalier moyen	Poids du département et de la région
75. Paris	12 754	39	63,1	11 839	42	58,0	24 593	40	60,6	20,3%
77. Seine-et-Marne	1 117	40	63,0	896	42	56,3	2 013	41	60,0	1,7%
78. Yvelines	1 312	38	63,3	874	42	57,0	2 186	40	60,8	1,8%
91. Essonne	1 005	40	62,8	740	43	56,5	1 745	41	60,1	1,4%
92. Hauts-de-Seine	3 358	38	64,3	1 967	42	57,8	5 325	40	61,9	4,4%
93. Seine-Saint-Denis	4 597	39	63,2	3 836	41	58,1	8 433	40	60,8	7,0%
94. Val-de-Marne	2 828	39	63,2	2 205	43	57,8	5 033	41	60,8	4,2%
95. Val-d'Oise	987	39	62,8	650	42	56,3	1 637	41	60,2	1,4%
<b>Ile-de-France</b>	<b>27 958</b>	<b>39</b>	<b>63,3</b>	<b>23 007</b>	<b>42</b>	<b>57,8</b>	<b>50 965</b>	<b>40</b>	<b>60,8</b>	<b>42,0%</b>
09. Ariège	105	43	51,9	239	41	49,7	344	42	50,4	0,3%
11. Aude	143	45	56,6	299	44	51,0	442	45	52,8	0,4%
12. Aveyron	82	42	55,6	183	43	51,4	265	43	52,7	0,2%
30. Gard	566	43	58,2	861	44	52,1	1 427	44	54,5	1,2%
31. Haute-Garonne	1 258	39	57,3	2 248	41	51,7	3 506	40	53,7	2,9%
32. Gers	91	42	55,0	193	45	52,1	284	44	53,0	0,2%
34. Hérault	1 686	39	59,5	2 002	43	52,3	3 688	41	55,6	3,0%
46. Lot	108	44	55,5	183	44	51,8	291	44	53,2	0,2%
48. Lozère	33	39	51,1	46	43	54,2	79	42	52,9	0,1%
65. Hautes-Pyrénées	69	43	54,4	175	44	51,2	244	43	52,1	0,2%
66. Pyrénées-Orientales	164	42	56,6	525	44	51,2	689	43	52,5	0,6%
81. Tarn	261	41	55,3	500	43	51,5	761	43	52,8	0,6%
82. Tarn-et-Garonne	74	45	59,2	183	44	51,4	257	44	53,6	0,2%
<b>Occitanie</b>	<b>4 640</b>	<b>41</b>	<b>57,8</b>	<b>7 637</b>	<b>43</b>	<b>51,8</b>	<b>12 277</b>	<b>42</b>	<b>54,0</b>	<b>10,1%</b>
02. Aisne	116	42	60,6	140	43	55,6	256	42	57,9	0,2%
59. Nord	1 412	38	61,4	1 277	41	57,4	2 689	39	59,5	2,2%
60. Oise	340	40	62,7	253	43	57,4	593	41	60,5	0,5%
62. Pas-de-Calais	222	39	60,3	264	41	55,5	486	40	57,7	0,4%
80. Somme	135	40	60,5	220	43	56,9	355	42	58,3	0,3%
<b>Hauts-de-France</b>	<b>2 225</b>	<b>39</b>	<b>61,4</b>	<b>2 154</b>	<b>41</b>	<b>57,0</b>	<b>4 379</b>	<b>40</b>	<b>59,2</b>	<b>3,6%</b>

Département Région	Annexe 8			Annexe 10			Ensemble			
	Effectif	Age moyen	Taux journalier moyen	Effectif	Age moyen	Taux journalier moyen	Effectif	Age moyen	Taux journalier moyen	Poids du département et de la région
14. Calvados	364	42	60,3	439	43	55,9	803	43	57,9	0,7%
27. Eure	246	43	62,7	187	44	55,2	433	44	59,5	0,4%
50. Manche	109	41	60,0	167	45	52,6	276	43	55,5	0,2%
61. Orne	90	44	61,5	112	46	56,3	202	45	58,6	0,2%
76. Seine-Maritime	446	40	61,6	484	43	57,1	930	41	59,3	0,8%
<b>Normandie</b>	<b>1 255</b>	<b>42</b>	<b>61,3</b>	<b>1 389</b>	<b>44</b>	<b>55,9</b>	<b>2 644</b>	<b>43</b>	<b>58,4</b>	<b>2,2%</b>
44. Loire-Atlantique	1 291	41	58,7	1 580	42	54,7	2 871	41	56,5	2,4%
49. Maine-et-Loire	383	41	59,6	669	42	55,2	1 052	41	56,8	0,9%
53. Mayenne	70	39	61,3	104	44	55,1	174	42	57,6	0,1%
72. Sarthe	218	41	58,2	351	43	56,5	569	42	57,2	0,5%
85. Vendée	236	39	58,5	711	37	57,7	947	37	57,9	0,8%
<b>Pays-de-la-Loire</b>	<b>2 198</b>	<b>40</b>	<b>58,9</b>	<b>3 415</b>	<b>41</b>	<b>55,6</b>	<b>5 613</b>	<b>41</b>	<b>56,9</b>	<b>4,6%</b>
04. Alpes-de-Haute-Provence	120	41	57,7	180	45	50,4	300	43	53,3	0,2%
05. Hautes-Alpes	94	41	57,3	114	46	51,4	208	44	54,1	0,2%
06. Alpes-Maritimes	900	41	60,7	1 011	43	53,6	1 911	42	57,0	1,6%
13. Bouches-du-Rhône	2 279	41	60,2	2 390	42	53,3	4 669	42	56,7	3,9%
83. Var	513	42	58,7	851	44	52,2	1 364	43	54,6	1,1%
84. Vaucluse	476	43	59,2	638	44	53,4	1 114	44	55,9	0,9%
<b>Provence-Alpes-Côte d'Azur</b>	<b>4 382</b>	<b>41</b>	<b>59,9</b>	<b>5 184</b>	<b>43</b>	<b>53,1</b>	<b>9 566</b>	<b>42</b>	<b>56,2</b>	<b>7,9%</b>
<b>Total</b>	<b>58 485</b>	<b>40</b>	<b>61,2</b>	<b>62 733</b>	<b>42</b>	<b>55,4</b>	<b>121 218</b>	<b>41</b>	<b>58,2</b>	<b>100%</b>

Source : Pôle emploi - Fichier national des allocataires

Directeur de la publication  
Jean BASSÈRES

Directeur de la rédaction  
Cyril NOUVEAU

Réalisation  
Direction des Statistiques, des Études et de l'Évaluation

Pôle emploi,  
1 avenue du Docteur Gley  
75987 Paris cedex 20

[www.pole-emploi.org](http://www.pole-emploi.org)



ISSN 2555-8404